

Duquette, Michel. *Grands seigneurs et multinationales. L'économie politique de l'éthanol au Brésil*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1989, 264 p.

José Havet

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702770ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702770ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Havet, J. (1990). Compte rendu de [Duquette, Michel. *Grands seigneurs et multinationales. L'économie politique de l'éthanol au Brésil*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1989, 264 p.] *Études internationales*, 21(4), 893–895. <https://doi.org/10.7202/702770ar>

Complak, regroupe tant ceux issus de n'importe quelle révolte de palais que le gouvernement bolivien d'après la Révolution de 1952, mais qui par contre ne comprend pas le gouvernement cubain d'après 1959 et tous les gouvernements «élus» au cours d'élections notamment truquées, gouvernements tels ceux d'Alfredo Stroessner par exemple. Cependant, l'ouvrage reste intéressant, même si – à notre avis – il est souvent peu convaincant. En dernière analyse, l'intérêt du volume provient peut-être avant tout de l'environnement académique particulier dans lequel il a été écrit ; à ce titre, ce livre a la valeur d'un document.

José HAVET

*Institut de développement international
et de coopération, Université d'Ottawa*

DUQUETTE, Michel. *Grands seigneurs et multinationales. L'Économie politique de l'éthanol au Brésil*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1989, 264p.

Les angoissants contrastes sociaux du Brésil ont été souvent discutés et illustrés. Proalcool, le programme brésilien de remplacement de l'essence par l'éthanol (alcool éthylique), a été souvent considéré comme une manifestation particulièrement dramatique de ces contrastes sociaux. L'étude de ce programme est le sujet du livre de Michel Duquette. L'ouvrage consiste essentiellement en une description détaillée des principales étapes de Proalcool : comment le programme est né, quelle fut son évolution, quelles furent ses conséquences. Une quantité impressionnante de sources ont été consultées : des ouvrages et articles académiques, mais aussi des rapports de distribution restreinte, des périodiques locaux et des journaux. L'ouvrage est en ce sens une mine de renseignements et tant le spécialiste que le lecteur moins averti

y trouveront une multitude de faits et épisodes qui font du volume une exceptionnelle source de renseignements. La principale faiblesse de l'ouvrage est son encadrement théorique, qui est certes clairement exprimé – le sous-titre du volume est *L'Économie politique de l'éthanol au Brésil* – mais qui en définitive guide peu l'auteur dans son accumulation de données empiriques, accumulation parfois déroutante pour le lecteur. Nous nous permettons d'ajouter à cela une autre critique, tout en reconnaissant que sa légitimité est aisément contestable : les «angoissants contrastes sociaux du Brésil» mentionnés antérieurement ne sont que peu illustrés dans l'ouvrage ; ainsi les coûts sociaux de Proalcool et, singulièrement, le conflit entre cultures alimentaires et énergétiques et le problème de la main-d'œuvre saisonnière sont à peine traités par l'auteur. En d'autres mots, le contraste entre ce que veulent les acteurs politiques et économiques les plus puissants et l'impact de leurs volontés sur la population est à peine considéré. Mais il s'agit là d'une critique certainement partielle : après tout, Michel Duquette a intitulé son ouvrage *Grands seigneurs et multinationales*.

Le modèle brésilien d'industrialisation, qui réalisa si bien son potentiel au cours des années 1950 et surtout 1960, fut durement affecté par l'augmentation du coût du pétrole à partir de 1973. Proalcool voit le jour deux ans plus tard. Le programme «se veut une réponse du complexe agro-industriel local à la menace que font planer sur le pays les importations accrues de pétrole», le but étant avant tout de maintenir «la croissance du complexe automobile, noyau dur de l'industrialisation récente du Brésil» (p. xvi) ; il consiste surtout en une relance du secteur agro-sucrier, relance qui s'appuie sur une politique de subsides agricoles. Ces derniers posent le problème du rôle de l'État dans la gestion de la politique énergétique nationale. Pour Michel Duquette, Proalcool montre comment des déficiences structurelles,

souvent de véritables goulots d'étranglement de l'économie, ont ménagé un espace propre d'intervention pour l'État, surtout par le biais de firmes publiques ; cette intervention est particulièrement visible dans le secteur pétrolier (p. XIX). Cependant, simultanément, Proalcool réduit le rôle actif de l'État de par le « caractère nettement néo-libéral, c'est-à-dire privatisant(e) » (p. XIX) de la politique en trépied qu'il concrétise, trépied liant l'État, des entrepreneurs agricoles et industriels et des firmes multinationales de construction automobile.

Le premier chapitre du livre présente les principaux acteurs (à l'exception des moins puissants de ceux-ci) de la politique énergétique brésilienne et une série de données fondamentales ayant trait à celle-ci. Le deuxième fait un historique de cette politique énergétique avant Proalcool, détaillant surtout l'évolution de Petrobras, firme publique créée en 1954 dans le but déjà explicite de réduire la fuite des devises résultant de l'importation de pétrole brut et de dérivés pétrochimiques. Petrobras prit un essor exceptionnel, acquit une grande autonomie, mais ne parvint jamais à remplir son premier mandat qui était de découvrir du pétrole au Brésil ; ceci provoqua une crise d'identité au sein de la firme publique, crise qui ne fit que s'accroître après 1973. Le troisième chapitre montre essentiellement comment, au cours de ces mêmes années, le secteur agro-sucrier mit à profit sa position dominante au sein de la bourgeoisie nationale et son accès privilégié à l'État pour pousser à la mise sur pied de Proalcool et pour donner à celui-ci un caractère néo-libéral. Le quatrième chapitre montre l'usage fait par l'Armée de la doctrine de la Sécurité nationale afin de légitimer ses interventions dans Proalcool, ainsi que les rapports souvent tendus existant entre Petrobras, l'armée, le secteur privé national et d'autres organismes publics. Tandis que le cinquième chapitre se concentre sur le secteur multinational de l'automobile et son entente avec les

deux autres groupes d'acteurs du trépied, le sixième décrit la déstructuration progressive de l'alliance, déstructuration qui *de facto* paralysera le programme dans les années 1980. Le septième et dernier chapitre dresse le bilan de Proalcool en abordant entre autres, mais très brièvement, le problème de ses coûts sociaux. Pour l'auteur, ce bilan est fort négatif et l'explication de l'échec est avant tout organisationnelle : « c'est la nature complexe et décentralisée de la structure de coordination du programme qui doit être tenue responsable, non seulement pour (ses) graves erreurs, mais aussi pour (ses) autres avatars... » (p. 199). Une telle position n'est pas nécessairement en contradiction avec le cadre théorique de l'ouvrage, mais elle ne devrait constituer qu'une variable dans une explication plus large et du bilan négatif et de l'échec de Proalcool

La préparation de ce livre a été financée par une subvention de la Fondation Québécoise pour la Formation des Chercheurs et s'est faite dans le cadre d'un important projet étudiant les politiques énergétiques gouvernementales de divers pays, projet exécuté par une équipe de travail. Faut-il voir dans ces conditions de la conception de l'ouvrage la cause de son biais empirique prononcé et du fait qu'il adopte trop souvent le style narratif – et à l'occasion le style alambiqué – du « rapport » ? La question est finalement rhétorique. Ce qui est par contre indéniable est le soin et la précision apportés à l'étude. Ce livre constitue une excellente monographie, et – à notre connaissance – il est le seul ouvrage en français consacré exclusivement à ce sujet d'importance. Il est peut-être ironique que le livre paraisse en 1989, alors que la crise énergétique ne fait plus les manchettes, et qu'il adopte un niveau d'analyse si macro, alors que les théories dominantes du développement sont celles des besoins essentiels, de la participation des femmes, du développement rural et/ou des technologies appropriées. Mais le choix des sujets d'étude reste – et devrait

toujours rester – la prérogative des auteurs, et par ailleurs il est salutaire que les paradigmes et champs d'intérêt hégémoniques soient continuellement mis en question, surtout lorsqu'ils le sont par des études détaillées comme celle-ci.

José HAVET

*Institut de développement international
et de coopération, Université d'Ottawa*

HABEL, Janette. *Ruptures à Cuba : le castrisme en crise*. Montreuil (France), La Brèche-PEC, 1989, 288p.

Comment présenter une analyse critique de la réalité cubaine sans s'interroger sur les principes fondateurs, sur les mythes, qui ont servi, il y a trente ans, à la transformation de Cuba en société socialiste ? Telle est la gageure que s'efforce de soutenir Janette Habel dans son ouvrage *Ruptures à Cuba* avec comme sous-titre : *le castrisme en crise*. Bien qu'à peine visible sur la couverture, c'est le sous-titre qui fournit la clé du livre. Selon l'auteur, c'est bien le castrisme qui est en crise et non l'idéal du socialisme. De là les multiples rappels – revenant comme des leitmotivs au fil des chapitres – de la pensée de Che Guevara dont s'est écarté le «lïder» pour son malheur et celui de son peuple. De là, aussi la critique féroce de la perestroïka gorbatchévienne et de toute réforme qui, de loin ou de près, s'apparenterait à un retour à une économie de marché et à la démocratie parlementaire. À cette dernière, J.Habel oppose toujours la démocratie socialiste. On voit que le point de vue de l'auteur peut être qualifié de «conservateur».

Néanmoins, tout auteur marxiste ou socialisant est aujourd'hui contraint à une certaine objectivité dans la mesure où il ne peut plus se contenter de dénoncer la réalité capitaliste au nom de certains dogmes. Il doit

faire face à une réalité socialiste et il lui faut bien alors expliquer d'une part certains aspects manifestement contraires aux dogmes et aux espoirs, et de l'autre le rejet du socialisme par les peuples qui l'ont connu de plus près. C'est pourquoi, l'on pourra lire avec intérêt l'exposé que fait l'auteur de l'histoire récente de Cuba. Un autre sous-titre aurait pu être : «la saga des erreurs».

Dès la préface, François Maspero dénonce «le fonctionnement sordide déréglé d'un appareil d'État qui se referme de plus en plus sur ses secrets, sur ses luttes». C'est l'impression aussi que donnent les sept chapitres de l'ouvrage. Certes, des éléments d'appréciation existent, mais l'histoire du pays se ramène par trop à ce qu'a dit et fait le «lïder» et il est toujours difficile de connaître la vérité. Le premier chapitre est consacré à la crise économique mondiale qui pour Cuba comme pour d'autres pays représente souvent un argument bien commode. Certes, le prix du sucre a fortement varié et il se situe aujourd'hui à un niveau à peine supérieur, en valeur nominale, à celui de 1970, ce qui donne la mesure de la perte de son «pouvoir d'achat». Mais quelle malédiction, quelle force maligne ont bien pu pousser Cuba à engager la bataille du sucre en vue d'atteindre les dix millions de tonnes et ceci au détriment des autres productions agricoles alors que la consommation de sucre – ceci est une donnée objective – augmentait peu ? Les erreurs économiques se payent encore plus cher que les erreurs politiques. Selon l'auteur, cette erreur stratégique remonte aux années soixante, à l'époque du débat sur la «loi de la valeur», débat métaphysique s'il en fut. Le Che aurait eu le tort d'avoir raison trop tôt. Rejetant tout développement des «rapports monétaro-marchands» pour résoudre la question de la pénurie actuelle, l'auteure évoque l'instauration de l'autogestion ouvrière.

Autre principe explicatif, avec la crise : la bureaucratie qui, effectivement, à Cuba comme dans les autres pays socialistes a sa